

Les doutes de Mohamed Charfi

©
D.R.



Quelques jours après avoir été plébiscité comme président de l'Autorité nationale indépendante des élections, Mohamed Charfi semble avoir pris conscience de la difficulté de sa tâche. L'ancien ministre de la Justice admet qu'organiser une élection présidentielle dans les conditions actuelles est "un vrai défi".

Invité de la radio nationale Chaîne 3, l'ancien garde des Sceaux a montré des signes de doute. S'il admet que les conditions actuelles ne sont pas forcément réunies pour organiser une élection présidentielle, il préfère "positiver" en évoquant un "défi à relever". Marquant un temps d'arrêt avant de répondre à la question de la journaliste, Mohamed Charfi a admis que l'organisation de l'élection dans un délai aussi court, à savoir trois mois, est "un grand défi, et nous le ressentons ainsi". "Nous le ressentons comme un défi positif au service du pays, qui est à la hauteur du défi qu'ont relevé nos parents quand ils ont pris la décision de déclencher la Révolution de Novembre", a-t-il encore indiqué pour sans doute ajouter un peu de solennité à son propos. Comme garanties à la régularité du scrutin présidentiel, Mohamed Charfi en a donné deux : son engagement personnel et la mobilisation populaire. Pour faire face aux critiques qui le ciblent, il jure que cette mission est "l'engagement de sa vie". "C'est l'engagement de ma vie pour permettre aux citoyens d'exercer librement leur scrutin et que le président qui sera élu sera réellement celui qui aura été élu par le peuple", a-t-il promis. Pour l'invité de la Chaîne 3, il faut conjuguer cet engagement personnel avec celui de la population. "Maintenant, le citoyen doit m'aider. Pour ce faire, il doit s'inscrire sur les listes électorales et être présent dans les bureaux de vote", a-t-il suggéré, estimant que "la sincérité du scrutin dépend aussi du citoyen lui-même". "Avec nous aux côtés des citoyens, je pense que la transparence et la sincérité du scrutin seront assurées à 100%", précise-t-il.

Interrogé sur les interférences des autorités dans la désignation des présidents de la République, Mohamed Charfi veut bien croire en la sincérité de l'engagement de l'institution militaire. Pour lui, en assurant que "l'ère de la fabrication des présidents est révolue", l'armée a franchi "un pas historique". "Les gens doivent prendre conscience qu'une déclaration comme celle d'El Djéïch, qui affirme que 'l'ère de fabrication des présidents est révolue', est une rupture annoncée", a-t-il indiqué. Puis, l'homme pense que cet engagement est également son rempart. "Toute pression, toute interférence vont démentir cet engagement de l'institution militaire. C'est un des acquis les plus importants de la période que nous traversons", a-t-il rappelé.

Interrogé sur la composante de l'Autorité, Mohamed Charfi n'a pas répondu. Aux internautes qui lui font remarquer que des membres de l'Autorité sont militants de partis politiques alors que la loi organique interdit aux militants d'intégrer la structure, l'ancien garde des Sceaux s'est contenté de rappeler que "tous les membres ont signé une déclaration sur l'honneur". Il dément également être "désigné", alors que son plébiscite est intervenu de nuit !

Ali Boukhlef